

# Rapport national sur les indicateurs EPA2 en année de lancement (T0)

**Octobre 2021**

## Méthode :

Le questionnaire Sphinx a été élaboré par le service statistique de la DGER, à partir des indicateurs établis dans le cadre de la circulaire du plan et sur proposition d'un groupe de travail idoine.

Le questionnaire a été lancé début juin 2021 et s'est clos après plusieurs rappels aux régions, le 30 septembre 2021.

171 questionnaires ont été réceptionnés : 105 du public et 66 du privé, soit 60% des établissements du public et 10% du privé.

Il apparaît une certaine hétérogénéité inter-régionale, qui traduit une certaine défaillance de la transmission des messages vers les établissements.

% de retours d'enquêtes		
Région	Secteur public	Secteur privé
Auvergne-Rhône-Alpes	78,6%	12,1%
Bourgogne-Franche-Comté	52,9%	0,0%
Bretagne	62,5%	14,1%
Centre-Val de Loire	100,0%	22,2%
Corse	50,0%	
Grand Est	78,6%	14,8%
Guadeloupe	0,0%	0,0%
Guyane	100,0%	0,0%
Hauts-de-France	54,5%	6,5%
Île-de-France	50,0%	17,6%
La Réunion	33,3%	33,3%
Martinique	0,0%	0,0%
Mayotte	100,0%	33,3%
Normandie	100,0%	14,3%
Nouvelle Calédonie	0,0%	0,0%
Nouvelle-Aquitaine	52,2%	17,1%
Occitanie	18,2%	4,0%
Pays de la Loire	60,0%	1,1%
Polynésie Française	0,0%	0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	88,9%	25,0%
Wallis et Futuna	0,0%	
<b>Total général</b>	<b>60,0%</b>	<b>10,5%</b>

Secteur public			Secteur privé									
Région	Nombre d'EPLEFPA ou	Retours d'enquêtes	Nombre d'Etbs				Retours d'enquêtes					
			CNEAP	UNMFREO	UNREP	Total général	CNEAP	UNMFREO	UNREP	Total général		
Auvergne-Rhône-Alpes	28	22	36	59	4	99	9	3			12	
Bourgogne-Franche-Comté	17	9	11	26	1	38					0	
Bretagne	8	5	30	29	5	64	7	2			9	
Centre-Val de Loire	7	7	8	16	3	27	2	4			6	
Corse	2	1									0	
Grand Est	14	11	5	17	5	27	1			3	4	
Guadeloupe	1			8		8					0	
Guyane	1	1	1	4		5					0	
Hauts-de-France	11	6	19	22	5	46	2	1			3	
Île-de-France	4	2	4	4	9	17	2			1	3	
La Réunion	3	1	1	5		6		2			2	
Martinique	2			2		2					0	
Mayotte	1	1		3		3			1		1	
Normandie	9	9	8	26	1	35		4		1	5	
Nouvelle Calédonie	1		1	4		5					0	
Nouvelle-Aquitaine	23	12	20	53	3	76		13			13	
Occitanie	22	4	28	17	5	50				2	2	
Pays de la Loire	10	6	29	60	4	93	1				1	
Polynésie Française	1		2	8		10					0	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9	8	4	12	4	20	1	4			5	
Wallis et Futuna	1										0	
<b>Total général</b>	<b>175</b>	<b>105</b>	<b>207</b>	<b>375</b>	<b>49</b>	<b>631</b>	<b>25</b>	<b>34</b>	<b>7</b>	<b>66</b>		

Le choix était donné de modifier l'année de référence, quand la donnée ne pouvait être disponible sur l'année scolaire 2019- 2020.

D'une manière générale, dans l'enseignement public, la référence est équilibrée entre « 2019-2020 » et « 2020-2021 ».

2017-2018	1
2018-2019	3
2019-2020	45
2020-2021	56
<b>Total général</b>	<b>105</b>

## Exploitation des données au niveau national

Les analyses ci-après devront être complétées, au moins qualitativement, par un approfondissement et une interprétation par chacune des régions. Les données individuelles sont accessibles aux chargés de mission ADT-ADEI en DRAAF (code ayant été transmis au lancement de l'enquête par le service Statistiques de la DGER).

Dans chaque axe, il a été repris les indicateurs proposés et un rappel de l'objectif par action a été fait, pour ensuite commenté la valeur de l'indicateur.

### AXE 1 - Encourager la parole et l'initiative des apprenants sur les questions des transitions et de l'agro-écologie

#### Axe 1 - Encourager la parole et l'initiative des jeunes sur les questions des TAE

Nombre de badges numériques délivrés à des apprenants investis dans une action	
Nombre d'apprenants ayant choisi l'unité facultative « engagement citoyen »	
Nombre d'établissements engagés dans une démarche écoresponsable	100% en 2022
Nombre de groupes d'apprenants participant à des projets de sciences participatives	
Nombre d'établissements qui participent à au moins 1 appel à projets valorisant les initiatives et l'implication des apprenants, impulsés par la DGER	

#### ➤ Réf action 1.2 : Soutenir la dynamique du réseau des écoresponsables

Rappel des objectifs de l'action :

<i>Acteurs</i>	<i>Les établissements avec les outils mis à disposition par DGER/SDPOFE et le réseau EDD ; DNA ; DRAAF/SRFD</i>
<b>Réalisations</b>	Densification du réseau des éco-responsables, candidatures au concours « Tous éco-responsables, on parie ?! »
<b>Objectif</b>	En 2022, 100% des établissements seront engagés dans une démarche écoresponsable incluant la désignation d'un groupe d'apprenants éco-responsables.

**Pour chaque Etb, La question portait sur : Engagement dans une démarche de développement durable (au moins une action) faisant appel à l'engagement de jeunes délégués ?**

Nombre d'Etbs publics engagés dans une démarche de développement durable (au moins une action) faisant appel à l'engagement de jeunes délégués ?		
Étiquettes de lignes	Non	Oui
Auvergne-Rhône-Alpes	7	15
Bourgogne-Franche-Comté	1	8
Bretagne	1	4
Centre-Val de Loire	3	4
Corse	1	
Grand Est	5	6
Guyane		1
Hauts-de-France		6
Île-de-France	1	1
La Réunion	1	
Mayotte		1
Normandie	1	8
Nouvelle-Aquitaine	5	7
Occitanie	2	2
Pays de la Loire	2	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur		8
<b>Total général</b>	<b>30</b>	<b>75</b>

**71%**

Tant dans le public que dans le privé, les établissements sont déjà bien engagés dans cette démarche, avec 60 à 70% d'entre eux.

Cet engagement est à vérifier par l'animatrice nationale Sophie Aublin, car cela semble assez optimiste – La question a-t-elle été clairement comprise ?

Nombre d'Etbs privés engagés dans une démarche de développement durable (au moins une action) faisant appel à l'engagement de jeunes délégués ?						
Enseignement privé	Non			Oui		
	CNEAP	UNMFREO	UNREP	CNEAP	UNMFREO	UNREP
Auvergne-Rhône-Alpes	2	2		7	1	
Bretagne	1			6	2	
Centre-Val de Loire		3		2	1	
Grand Est	1		2			1
Hauts-de-France				2	1	
Île-de-France			1	2		
La Réunion		1			1	
Mayotte					1	
Normandie		2	1		2	
Nouvelle-Aquitaine		9			4	
Occitanie						2
Pays de la Loire				1		
Provence-Alpes-Côte d'A	1				4	
<b>Total général</b>	<b>5</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>3</b>
				<b>80%</b>	<b>50%</b>	<b>43%</b>
						<b>61%</b>

- **Réf action 1.3 : Développer la participation active des apprenants dans la construction et la conduite de projet**

Rappel des objectifs de l'action :

<b>Acteurs</b>	<i>DGER / SDEDC et SDPOFE avec le réseau EDD ; DRAAF/SRFD et DRFC ; établissements et référents EPA ; DNA.</i>
<b>Réalisations</b>	<i>Groupes d'apprenants impliqués dans des projets portés par les établissements et/ou dans des projets de science participative.</i>

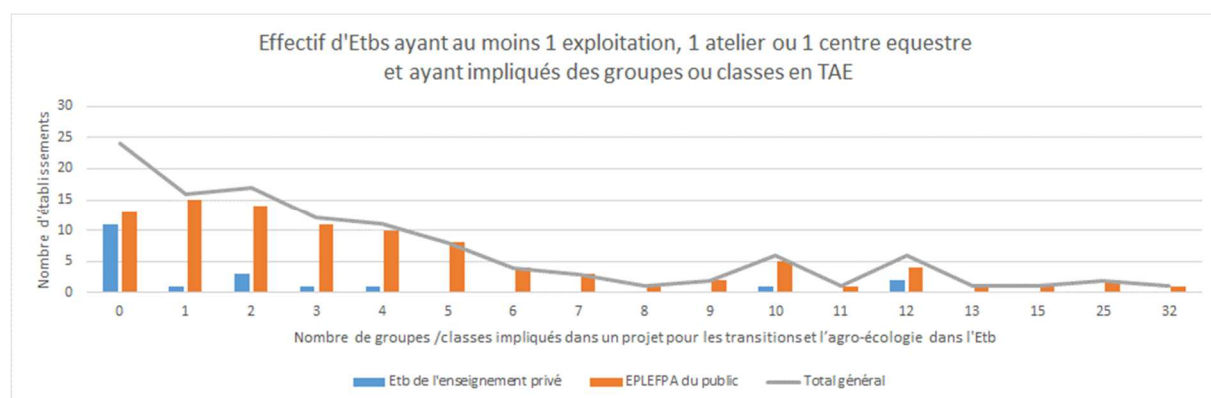
**Pour chaque Etb, La question portait sur :** le nombre de groupes d'apprenants (classe, groupe classe, groupe de projet : PIC,...)/année intervenant dans le cadre de protocoles conclus entre un organisme engagé dans tout projet relatif aux transitions et à l'agroécologie sollicitant la participation d'apprenants

Nombre d'Etbs publics ayant répondu avoir x groupes d'apprenants impliqués		
aucun groupe	15	14%
De 1 à 2	22	21%
De 3 à 6	35	33%
De 7 à 11	18	17%
Plus de 11	15	14%
	105	100%

Nombre d'Etbs privés ayant répondu avoir x groupes d'apprenants impliqués		
aucun groupe	18	27%
De 1 à 2	19	29%
De 3 à 6	8	12%
De 7 à 11	8	12%
Plus de 11	13	20%
	66	100%

On peut être étonné par le nombre d'établissements ayant mis en place des protocoles, qui sont des écrits et des engagements formels, tant dans le domaine de l'agro écologie que dans celui des autres transitions, car parmi les établissements qui ont répondu, il n'y a pas que des établissements avec des formations majoritairement dans le domaine de la production agricole.

**Une question portait sur :** Nombre de groupes /classes impliqués dans un projet pour les transitions et l'agro-écologie structurant de l'exploitation agricole ou atelier technologique de l'établissement / année scolaire. Le projet est structurant s'il est lié au projet de l'exploitation agricole ou au projet de l'atelier technologique



4,2 groupes/Etb en moyenne sont impliqués dans la TAE. La médiane est à 3

Effectif d'Etbs ayant au moins 1 exploitation, 1 atelier ou 1 centre équestre et impliquant les apprenants à hauteur de X groupes: et ayant impliqués des groupes ou classes en TAE																		
Nombre de groupes /classes impliqués dans un projet pour les transitions et l'agro-écologie dans l'Etb	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	15	25	32	Total général
Etbs de l'enseignement privé	11	1	3	1	1						1		2					20
EPLFPA du public	13	15	14	11	10	8	4	3	1	2	5	1	4	1	1	2	1	96
Total général	24	16	17	12	11	8	4	3	1	2	6	1	6	1	1	2	1	116
	20,7%	13,8%	14,7%	10,3%	9,5%	6,9%	3,4%	2,6%	0,9%	1,7%	5,2%	0,9%	5,2%	0,9%	0,9%	1,7%	0,9%	

Plus de 20% des EA ou AT n'impliquent pas d'élèves en TAE

Les 2 questions ne sont-elles pas fusionnables en 1 seule ?

➤ **Réf action 1.4. Reconnaître et valoriser toutes les compétences des apprenants liées aux transitions**

**Rappel de l'objectif :**

<b>Acteurs</b>	DGER/POFE, DRAAF/SRFD et DRTIC
<b>Réalisations</b>	Badges numériques, en conformité avec le document du MAA « Tous badgés, tous reconnus ». Apprenants présentant l'unité facultative « engagement citoyen ». Etudiants bénéficiant des dispositions du décret 2017-962 pour un engagement associatif lié aux transitions.

**La question portait sur :** *Le nombre de badges numériques délivrés à des apprenants investis dans une action/ année scolaire*

Dans le public, 89% n'en ont pas mis en place. Sur les 12 en ayant mis en place, la moyenne est à 9 badges et 1 Etb est à 1050 (Naturopôle de Normandie)

Dans le privé, 98% n'en ont pas mis en place, sauf 1 MFR.

**Une autre question portait sur :** *Le nombre d'apprenants ayant choisi l'unité facultative « engagement citoyen » / année scolaire*

Nombre d'Etbs publics		Nombre d'Etbs privés	
44	sans unité facultative	61	sans unité facultative
16	Moins de 4 unités facultatives	1	Moins de 4 unités facultatives
28	de 4 à 9	2	de 4 à 9
17	de 10 à 25	2	de 10 à 37
105	Soit 42% sans	66	Soit 92% sans

Pour l'UF citoyenneté lancée il y a déjà 5-6 ans, il y a une difficulté de mise en œuvre plus importante que pour l'UF mobilité.

L'enseignement public est plus engagé dans cette opération que l'enseignement privé. L'idée a-t-elle plus de difficultés à faire son chemin dans les établissements du privé ?

## **AXE 2 - Mobiliser la communauté éducative pour enseigner l'agro-écologie et poursuivre les transitions.**

### **Axe 2 - Mobiliser la communauté éducative pour enseigner l'agro-écologie et préparer aux transitions**

% de référentiels intégrant les enjeux des transitions, du bien-être animal et de l'agro-écologie	100% en 2025
Nombre d'agents de l'établissement ayant suivi 1 formation / transitions et agro-écologie (à partir rentrée 2019)	
Nombre d'établissements dans lesquels les démarches pédagogiques expérimentales sont déployées	
Nombre de fiches Pollen déposées sur le site Chlorofil	

➤ **Réf action 2.1. Intégrer les enjeux des transitions et de l'agro-écologie dans les projets d'établissements**

Rappel de l'objectif :

<i>Acteurs</i>	<i>Etablissements de l'enseignement agricole supérieur ; établissements de l'enseignement agricole technique ; DGER/ SDES et SDEDC (BEMOP) ; DRAAF/ SRFD ; DNA</i>
<b>Réalisations</b>	<i>Plan Local EPA des établissements de l'enseignement technique public (PLEPA) L'établissement présentera son plan d'actions local EPA2 devant son CA d'ici fin 2021*</i>

\* : Objectif modifié en cours de plan

Pas de question sur ce point dans le questionnaire, du fait que le bilan sera tiré sur cette fin d'année 2021, compte tenu du report déchéance pour fournir le PLEPA.

➤ **Réf action 2.2. Poursuivre la rénovation des référentiels**

Rappel de l'objectif :

<i>Acteurs</i>	<i>DGER/POFE et SDES/IEA ; DNA</i>
<b>Réalisations</b>	<i>Liste des référentiels rénovés</i>
<b>Objectif</b>	<i>En 2025, 100% des référentiels auront été rénovés pour intégrer les enjeux des transitions, de l'agro écologie et du bien-être animal.</i>

Pas de question sur ce point dans le questionnaire, car l'opération est gérée au niveau national.

➤ **Réf action 2.3. Accompagner et former les équipes éducatives et pédagogiques aux référentiels rénovés**

Rappel des objectifs :

<i>Acteurs</i>	<i>DGER/SDPOFE, SDES, SDEDC, IEA ; DRAAF/SRFD et DRFC ; établissements et référents EPA ; DNA</i>
➤ <b>Réalisations</b>	<i>Plans annuels de formation national et régional (PNF et PRF) intégrant les besoins liés aux transitions, à l'agro écologie et au bien-être animal. Participation effective des équipes éducatives et pédagogiques à des actions de formation</i>

**La question portait sur :** *Le nombre d'agents qui ont suivi 1 formation sur les transitions et l'agroécologie ou session institutionnelle de lancement / année scolaire*



Nombre d'Etbs publics ayant des agents qui ont suivi 1 formation		
19	Aucun agent	18%
86	avec	82%
Soit 737 enseignants formés sur la première année, rapportée aux 175 EPLEFPA		

Soit 4,2 agents en moyenne, formés par etb public sur l'année

Nombre d'Etbs privés ayant des agents qui ont suivi 1 formation				
36	Aucun agent	55%		
30	avec	45%	avec 63 agents formés	
Soit 603 enseignants formés sur la première année, rapportée aux 632 Etbs du privé				

Soit 0,95 agent formé en moyenne par etb

Il est constaté en effet une difficulté à remplir les formations mises en place au niveau régional. Comment le terme « formation sur les transitions » a-t-il été compris ? Une analyse des données FORMCO pour le secteur public pourrait apporter une explication et il faudrait ramener cela au nombre d'agents qui potentiellement sont visés : tous les personnels faisant de la pédagogie ? enseignant, formateurs, DEA ...? – Précision importante : L'objectif en 2025 est 100% des personnels formés...

Ont-ils compris qu'il fallait inclure aussi les formations locales ?

La différence entre public et privé est très (trop) importante !

**La question portait aussi sur :** *Le nombre de démarches pédagogiques expérimentales (au sens de la note de service sur les expérimentations pédagogiques) déployées sur la durée du plan (quelle que soit la durée de mise en œuvre)*

Nombre d'Etbs publics ayant engagés des démarches pédagogiques expérimentales			
41	Aucune démarche	39%	
64	avec	61%	Soit 184 démarches engagés
			Soit 307 rapporté à l'ens des Etbs

Nombre d'Etbs privés ayant engagés des démarches pédagogiques expérimentales			
47	Aucune démarche	71%	
19	avec	29%	Soit 47 démarches engagés
			Soit 405 rapporté à l'ens des Etbs

Ces résultats surprennent et il s'agirait de vérifier si ces valeurs sont cohérentes avec ce que les gestionnaires des notes de service sur les expérimentations pédagogiques connaissent.

On constate un "retard" du privé sur le public, ces expérimentations sont elles aussi accessibles au privé qu'au public ?

➤ **Réf action 2.4. Mettre en place une plate-forme de ressources pédagogiques accessible à tous**

## les acteurs de l'enseignement agricole-

Rappel des objectifs :

Acteurs	DGER/SDPOFE, SDEDC, SDES et SDRICI ; DRAAF/SRFD ; DNA ; référents EPA et réseaux thématiques
Réalisation	Plate-forme de ressources pédagogiques

La question portait sur : Le nombre de fiches Pollen déposées sur le site Chlorofil par des enseignants formateurs de l'établissement sur la durée du plan

Nombre d'Etbs publics ayant déposés des fiches Pollen		
75	Aucun dépôt	71%
30	avec	29%
		Soit 56 fiches déposées
		Soit 93, rapporté à l'ens des Etbs

Nombre d'Etbs privés ayant déposés des fiches Pollen		
65	Aucun dépôt	62%
1	avec	1%
		Soit 1 fiche déposée
		Soit 9, rapporté à l'ens des Etbs

Il faudrait recroiser ces chiffres avec ceux collectables par les gestionnaires du site Chlorofil et les ENA. Les fiches Pollen sont-elles connues dans le privé ?

## AXE 3 – Amplifier la mobilisation des exploitations agricoles et ateliers technologiques comme supports d'apprentissage, de démonstration et d'expérimentation

### Axe 3 - Amplifier la mobilisation des exploitations agricoles et ateliers technologiques comme support d'apprentissage, démonstrateurs et expérimentateurs

% d'exploitations agricoles et ateliers technologiques ayant mis en œuvre un diagnostic système	100% mi 2021
En 2025, 100% des établissements disposant d'une ou plusieurs exploitations, ont au moins un de leurs ateliers en AB	100% en 2025
En 2025, 30% de la SAU de l'enseignement agricole est certifiée AB	
% de SAU en AB, HVE ou SIQO	100% en 2025
% d'ateliers technologiques ayant une certification AB	100% en 2025
% d'exploitations agricoles n'utilisant pas ou plus de glyphosate	Fin 2021: 90% des exploitations ont arrêté l'utilisation de glyphosate et 10% ont défini une stratégie pour l'arrêter
Consommation d'eau et d'énergie dans les ateliers technologiques / kg aliment produit	Réduction
Nombre d'exploitations agricoles et ateliers technologiques approvisionnant la cantine de leur établissement	
Nombre de groupes /classes impliqués dans un projet pour les transitions et l'agro-écologie structurant de l'exploitation agricole ou atelier technologique de l'établissement	



Enseignement public	Nombre de Exploitation agricole	Nombre de Atelier technologique	Nombre de Centre equestre
Auvergne-Rhône-Alpes	17	6	1
Bourgogne-Franche-Comté	8	1	1
Bretagne	5	1	
Centre-Val de Loire	7	1	1
Corse	1		
Grand Est	11	1	4
Guyane	1		
Hauts-de-France	5		1
Île-de-France	2	1	
La Réunion	1		
Mayotte	1	1	
Normandie	8	5	5
Nouvelle-Aquitaine	11	3	3
Occitanie	3	2	1
Pays de la Loire	4		1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6		
<b>Total général</b>	<b>91</b>	<b>22</b>	<b>18</b>
<i>Sur 105 fiches</i>	<i>87%</i>	<i>21%</i>	<i>17%</i>

Si l'analyse des résultats est intéressante du côté de l'enseignement public, elle l'est beaucoup moins du côté de l'enseignement privé du fait du peu de cas remontés (8 exploitations et 13 ateliers).

Enseignement privé	Nombre de Exploitation agricole		Nombre de Atelier technologique			Nombre de centre equestre	
	CNEAP	UNREP	CNEAP	UNMFREO	UNREP	CNEAP	UNMFREO
Auvergne-Rhône-Alpes							
Bretagne	5					2	
Centre-Val de Loire	1			2			
Grand Est		1			1		
Hauts-de-France			1				
Île-de-France			1		1		
La Réunion							
Mayotte							
Normandie					1		
Nouvelle-Aquitaine				4			1
Occitanie					1		
Pays de la Loire							
Provence-Alpes-Côte d'A	1		1				
<b>Total général</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<i>Sur 66 fiches</i>	<i>11%</i>	<i>2%</i>	<i>5%</i>	<i>9%</i>	<i>6%</i>	<i>3%</i>	<i>2%</i>

- **Réf action 3.1. Elaborer et déployer une approche diagnostique harmonisée des exploitations agricoles et ateliers technologiques de l'enseignement agricole.**

Rappel des objectifs :

<b>Acteurs</b>	<i>Animateurs Reso'Them; établissements (notamment DEA et DAT) ; DNA ; DRAAF/SRFD avec les Chargés de Mission (CM) ADT-ADEI (pilote) ; référents EPA ; tiers-temps ou chef de projet</i>
<b>Réalisations</b>	➤ <b>Diagnostics des exploitations et ateliers, bilans régionaux et nationaux de ces diagnostics</b>
<b>Objectif</b>	<b>Mi-2021, 100% des exploitations et ateliers ont conduit ou mis à jour un diagnostic</b>

La question portait sur : Le nombre de diagnostics mis en œuvre sur l'exploitation agricole, s'agissant d'un diagnostic figurant dans le vademecum ou d'un entretien stratégique 3.1

Nombre d'Etbs ayant mis en œuvre 1 ou plusieurs diagnostics sur l'EA			
34	avec 0 diag	32%	
71	avec au moins 1 diag	68%	15 en ont fait plus de 4
105		1,7	diag en moyenne par Etb
		2,5	diags pour ceux qui en ont fait

Sur les 66 questionnaires du privé: 7 Etbs ont une ferme et 2/7 ont fait un diagnostic

Nbre d'Etbs ayant fait x diagnostics	Nombre de diagnostics fait dans l'Etablissement = X									1 ou plusieurs diags en rapport aux nombres de questionnaires reçus	Nbre de réponses	Nbre d'Etbs de la région
	0	1	2	3	4	5	6	8	12			
Auvergne-Rhône-Alpes	10	6	4		1				1	55%	22	28
Bourgogne-Franche-Comté	2	2	2	1	1		1			78%	9	17
Bretagne	3	1						1		40%	5	8
Centre-Val de Loire		3	2	1	1					100%	7	7
Corse	1									0%	1	2
Grand Est		1	3	4	1	1	1			100%	11	14
Guyane	1									0%	1	1
Hauts-de-France	3		1	2						50%	6	11
Île-de-France	1				1					50%	2	4
La Réunion			1							100%	1	3
Mayotte		1								100%	1	1
Normandie	2	1	3	1	1	1				78%	9	9
Nouvelle-Aquitaine	5	2	2	3						58%	12	23
Occitanie	1	2	1							75%	4	22
Pays de la Loire	3	2		1						50%	6	10
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	2	1		1	2				75%	8	9
<b>Total général</b>	<b>34</b>	<b>23</b>	<b>20</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>68%</b>	<b>105</b>	<b>169</b>

**68% des EPLEFPA** (au bémol près que nous n'avons pas les résultats de 40% d'entre eux) **auraient réalisé au moins 1 diagnostic sur les campagnes 2019-2020 ou 2020-2021.**

La répartition par régions montre une hétérogénéité, avec **certaines d'entre elles bien en retrait par rapport à l'objectif de 100% mi 2021**, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'auront pas rattrapé le retard lorsque nous établirons les résultats en fin de campagne 2021.

La question suivante demandait des précisions sur la nature du diagnostic, avec 3 réponses possibles

Type de diagnostics de l'exploitation agricole	nombre
IDEA4 et IDEA	33
HVE3 et HVE	30
ENTRETIEN STRATEGIC	12
CAP2ER	8
ARDAB et conversion	6
diagnostic CIVAM-RAD	4
Bien etre animal	2
EDD	2
PERFEA	2
Autres: ACTA, AFOM,	49
	<b>148</b> Sur 91 EPLEFPA

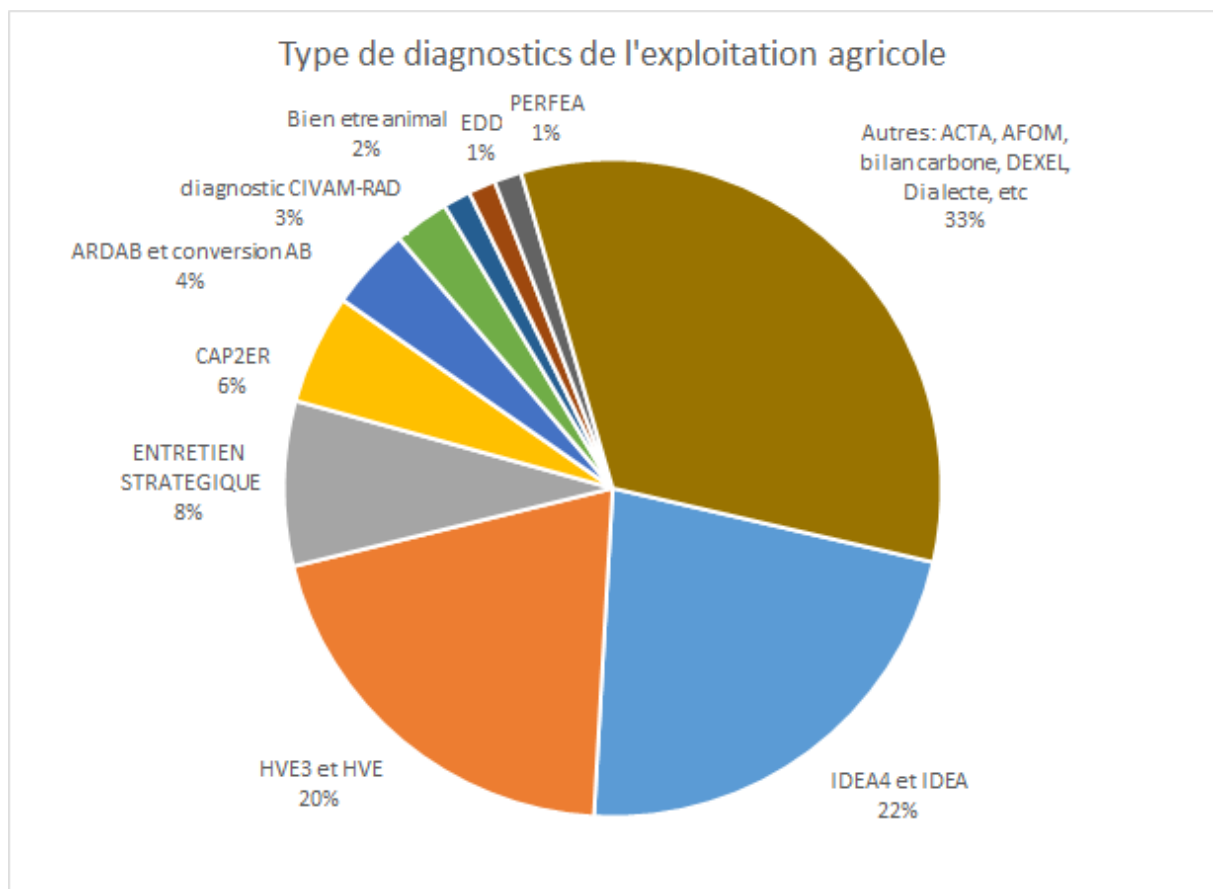
Les types de diagnostics qui ont la faveur sont : IDEA (3 et 4), HVE3 et également l'entretien stratégique qui a été plébiscité par 12 exploitations sur 2020-2021.

**58 noms de diagnostics sont cités, dont 49 pratiqués par 1 seule exploitation.**

Outre ceux cités (ACTA, AFOM, Bilan carbone, etc), certains sont à expertiser : AGEA, agroforesterie, Analyse de Durabilité, Analyse globale de l'exploitation agricole, Bords de champs, Carbon dairy, Chambre d'agriculture, Charges de production, DAE, DEXEL, Diag. agro-écologie,

Diagnostic Agronomique et de performance, Diagnostic Ferme du futur, Diagnostic Mon troupeau, Diagnostic Segrafo, diagnostic stratégique TAARGET, dialecte, DIATERRE diagnostic energie, Eau, Eco phyto ter, ecobordures, Environnemental, Etude résilience OSN, Floristiques et faunistiques, Forestier, Impact carbone, ISO 14001, JEDIAGNOSTIQUEMAFERME, Planete, Plante Bleue, Porcisé, sdfq (?), sécurité alimentaire, vdc (?).

Ce recours à une multiplicité de méthodes de diagnostics interroge, car il semble que le choix de la ou des méthode(s) réside plus de la connaissance préalable de tel ou tel méthode (formations suivies). Le processus préconisé par Resothem était de procéder à un entretien stratégique pour identifier les pistes majeures de transformation, **afin ensuite de choisir les méthodes de diagnostics les plus adaptées en vue de quantifier les marges de progrès.**



**En ateliers technologiques**, 68% (15 AT) des 22 EPLEFPA ayant répondu ont fait au moins 1 diagnostic (19 diagnostics au total).

Les types et nombre de diagnostics cités sont :Ecojardin 3 / Plante bleue 2 / Entretien stratégiques 2 / PERFEA 2 / Diagnostic Cabinet CERD / PFEC / / IDEA4 / sécurité alimentaire / diversification / pat pays Barrois / RSE / actions s'inscrivant dans le DD / Consommation d'eau / HACCP / Plan de maîtrise sanitaire

➤ **Réf action 3.2. Mobiliser les exploitations et ateliers de l'enseignement agricole autour d'objectifs collectifs et suivre leurs avancées**

Rappel des objectifs :

<b>Acteurs</b>	DRAAF/SRFD (avec les CM ADT-ADEI) et autres services ; DNA et Reso'Them ; établissements ; DGER/SDRICI
<b>Réalisations</b>	Tableau(x) de bord
<b>Objectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fin 2021 : <b>90% des exploitations ont arrêté l'utilisation de glyphosate et 10% ont défini une stratégie pour l'arrêter*</b></li> <li>- En 2025, <b>100% des établissements ont parmi son (ses) exploitations(s) agricole(s) au moins un atelier de production de taille significative en AB - 30% de la SAU de l'enseignement agricole est certifiée AB * ; 100% de la SAU des exploitations agricoles de l'enseignement agricole est conduite en AB, HVE ou SIQO ; 100% des ateliers technologiques ont une certification AB .%</b></li> </ul>

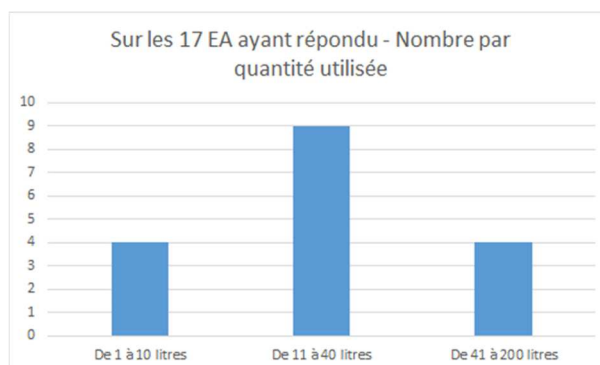
\* : Objectif modifié en cours de plan

- **Concernant le glyphosate, sur les 91 EPL ayant une EA, 74 déclarent l'avoir arrêté, soit 81%.**

Nous sommes proches des 87% constaté aujourd'hui, ce qui ne traduit pas l'effort fait depuis le début du plan puisque la moitié des données sont issues de l'année 2020-2021...

Données glyphosate	0	Sup à 0	Total	% sans glypho
2019-2020 et antérie	37	5	42	88%
2020-2021	37	12	49	76%
Total général	74	17	91	81%

Vu le faible nombre d'EA ayant répondu, la "progression" entre les années est non significative



- **Concernant la labellisation AB ou SIQO ou la certification HVE en exploitation agricole :**

**Une question préliminaire portait sur :** *Le nombre d'ateliers de l'exploitation agricole de l'établissement (tous les ateliers : apicole, transformation...) - Pour une activité qui sera menée en SIQO et hors SIQO, on comptabilisera autant d'ateliers.*

	Nombre total d'ateliers en EA dans la région	Nombre d'EPLEFPA ayant au moins 1 atelier d'exploitation agricole	Nbre moyen d'ateliers d'EA par EPLEFPA
Auvergne-Rhône-Alpes	50	17	2,94
Bourgogne-Franche-Comté	29	8	3,63
Bretagne	18	5	3,60
Centre-Val de Loire	25	7	3,57
Corse	3	1	3,00
Grand Est	38	11	3,45
Guyane	6	1	6,00
Hauts-de-France	20	5	4,00
Île-de-France	7	2	3,50
La Réunion	10	1	10,00
Mayotte	1	1	1,00
Normandie	26	8	3,25
Nouvelle-Aquitaine	47	11	4,27
Occitanie	7	3	2,33
Pays de la Loire	7	4	1,75
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19	6	3,17
<b>Total général</b>	<b>313</b>	<b>91</b>	<b>3,44</b>

Soit 3,4 ateliers en moyenne par exploitation de l'enseignement public.

**Rapporté à ce nombre d'ateliers en EA, une question portait sur :** *Le nombre d'ateliers de production non anecdotique en AB. soit au moins 5% des ventes de l'exercice de l'exploitation entière. Tous les ateliers de l'exploitation agricole sont à prendre en compte (atelier apicole, atelier de transformation...)*

% moyen d'ateliers en AB dans l'EA de l'EPLEFPA						Nombre total d'EPLEFPA ayant répondu
	0%	< 25%	25% à 50%	50% à 100%	100%	
Auvergne-Rhône-Alpes	29%	0%	41%	6%	24%	17
Bourgogne-Franche-Comté	50%	0%	25%	0%	25%	8
Bretagne	20%	0%	20%	20%	40%	5
Centre-Val de Loire	43%	0%	43%	0%	14%	7
Corse	100%	0%	0%	0%	0%	1
Grand Est	55%	0%	27%	9%	9%	11
Guyane	0%	0%	100%	0%	0%	1
Hauts-de-France	0%	20%	40%	40%	0%	5
Île-de-France	0%	50%	0%	0%	50%	2
La Réunion	100%	0%	0%	0%	0%	1
Mayotte	0%	0%	0%	0%	100%	1
Normandie	13%	25%	38%	0%	25%	8
Nouvelle-Aquitaine	44%	22%	22%	11%	0%	9
Occitanie	33%	0%	67%	0%	0%	3
Pays de la Loire	100%	0%	0%	0%	0%	2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33%	17%	0%	17%	33%	6
<b>Total général sur 87 EPLEFPA</b>	<b>36%</b>	<b>8%</b>	<b>30%</b>	<b>8%</b>	<b>18%</b>	<b>87</b>
Soit en nombre:	31	7	26	7	16	87

En début de ce plan, 62% des EPLEFPA ont au moins un atelier de l'exploitation en AB, ce qui présage de l'atteinte du 100% en 2025.



Il est dommage que l'on n'ait pas de valeurs significatives pour le privé ...

**Une question portait sur le % de SAU**, quand cette donnée n'est pas présente dans ALEXIA :

Des 87 EPL (sur 91 qui ont une EA) ayant des données exploitables, 83% ont déclaré dans ALEXIA leurs surfaces en bio. La donnée est donc récupérable dans cette BD.

Par contre, 14% des EPLEFPA n'ont pas déclaré leurs surfaces dans ALEXIA, soit 15 EPLEFPA :

% SAU en AB	0%	< 25%	25% à 50%	50% à 100%	100%
<b>Sur les 15 n'ayant pas déclaré dans ALEXIA</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>1</b>		

Ces établissements ne sont pas représentatifs de l'ensemble.

Alexia a donc été exploitée sur la donnée du % de SAU en AB (remontées des données de la PAC) pour la campagne 2019-2020, au bémol près que 43 exploitations n'ont pas mis à jour la base de données.

- **28,34 % des surfaces de la ferme "Enseignement Agricole Public" sont en bio ou en conversion:** 4267,30 ha sont certifiés bio.
- Sur ALEXIA, 66,8 % (cohérent donc avec l'enquête) des exploitations de l'Enseignement Agricole Public ont un atelier en AB dont 36 sites d'exploitation entièrement convertis ou en conversion pour la partie pleine terre (soit 19% des exploitations de l'Enseignement Agricole Public). 42 sites sont en conversion bio, soit 22%.

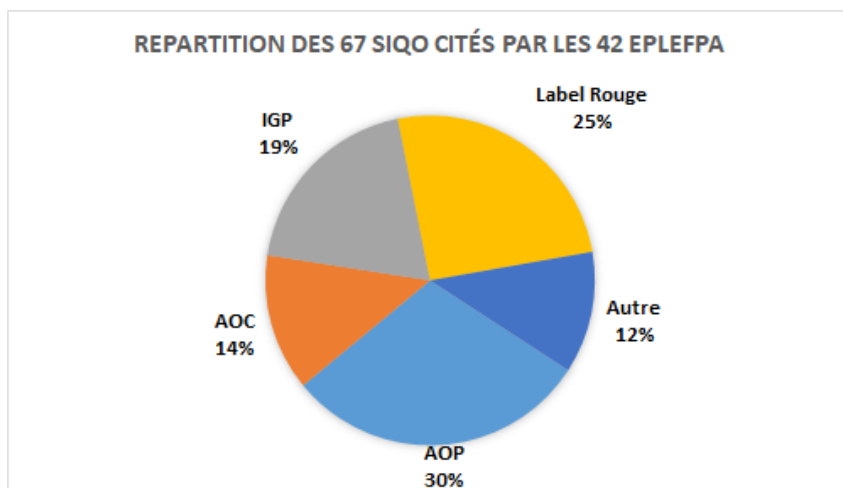
Rappel de l'objectif 2025: 100% avec un atelier représentatif

**Une question portait sur les labels autres que AB et la certification HVE :**

Labels et certification sur les EA des EPLEFPA	Nombre total d'EPLFPA	Nombre d'EPLFPA avec :				
		HVE3	Au moins 1 atelier SIQO sur l'EA	Au moins 1 atelier AB sur l'EA	100% des ateliers de l'EA sont AB ou SIQO	Aucun label AB ou SIQO
Auvergne-Rhône-Alpes	17	3	8	12	8	1
Bourgogne-Franche-Comté	8	4	4	4	4	3
Bretagne	5	1	1	4	2	
Centre-Val de Loire	7	3	4	4	2	1
Corse	1	1	1	0		
Grand Est	11	4	4	5	3	3
Guyane	1	0	0	1		
Hauts-de-France	5	1	1	5		
Île-de-France	2	0	1	2	1	
La Réunion	1	0	0	0		1
Mayotte	1	0	0	1	1	
Normandie	8	2	3	7	3	1
Nouvelle-Aquitaine	11	6	8	5	4	2
Occitanie	3	2	1	2	1	1
Pays de la Loire	4	1	1	0	3	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	4	5	4	4	1
<b>Total général</b>	<b>91</b>	<b>32</b>	<b>42</b>	<b>56</b>	<b>36</b>	<b>17</b>
	<b>%</b>	<b>35%</b>	<b>46%</b>	<b>62%</b>	<b>40%</b>	<b>19%</b>

81% des EPLEFPA ont déjà au moins 1 label ou certification. **40% ont tous leurs ateliers en SIQO ou AB, en ce début de plan, pour un objectif à 100% en 2025.**





Les SIQO utilisés sont assez bien équilibrés entre Label rouge, AOP, AOC et IGP

- **Concernant la labellisation AB ou SIQO ou la certification en atelier technologique :**

Le même type de questions étaient posées concernant les ateliers technologiques.

22 EPLEFPA ont au moins 1 atelier technologique sur les 105 réponses reçues. 11 disposent, soit d'une certification AB globale, soit d'une certification AB partielle (c'est à dire pour une partie des process seulement).

D'après un suivi par le réseau Alimentation, 13 ateliers technologiques sur 18 ont une certification.  
Objectif 2025: 100%

22 ateliers pédagogiques ont 4 certifications bio.

44 exploitations avec atelier de transformation dont 4 avec certification bio

18 EPLEFPA ont au moins 1 centre équestre (sur 105 réponses). 5 disposent d'un label Equress.

- **Concernant le secteur privé**, sur les 66 réponses, 8 seulement ont une exploitation agricole, 13 ont un atelier technologique et 3 un centre équestre, ce qui limite la portée des statistiques qu'on peut en tirer.

3 Etb ont pratiqué un diagnostic sur l'exploitation agricole: HVE ou Cap'2ER. 1 Etb a son EA totalement en bio. 1 Etb a son EA en HVE3.

2 Etb ont pratiqué un diagnostic sur l'atelier technologique: Plantes bleues ou ECOCERT ou "jardin remarquable". SIQO sur 1 EA et 1 Etb avec la totalité des 10 ateliers technos en bio (LEAP St Maximin).

1 Etb a son centre équestre au label Equress.

➤ **Réfaction 3.3. Participer à des projets d'expérimentation et démonstration multi-sites**

Rappel des objectifs :

Acteurs	Établissements de l'enseignement supérieur agricole ; établissements de l'enseignement technique (notamment DEA et DAT) ; DGER/IEA et SDRICI
---------	--

**Réalisation** Liste et carte de projets multi-sites en lien avec le changement climatique (par exemple stockage de carbone dans le sol).

Aucune question n'était posée à ce stade sur la présence de projets multi-sites impliquant le changement climatique, un groupe de travail ENA-Resothem étant mis en place à cet effet.

Par contre, des indicateurs particuliers sont prévus dans la circulaire initiale :

Consommation d'eau et d'énergie dans les ateliers technologiques / kg aliment produit	Réduction
Nombre d'exploitations agricoles et ateliers technologiques approvisionnant la cantine de leur établissement	

4 questions étaient donc posées sur :

- 2 questions sur : **Consommation d'énergie en Kw/ kg d'aliment produit dans les ateliers technologiques (centre constitutif) de l'année / Consommation d'eau en l/ kg d'aliment produit dans les ateliers technologiques (centre constitutif) de l'année**

	Consommation d'énergie en Kw/ kg d'aliment produit dans les ateliers technologiques (centre constitutif) de l'année
Pas de conso	22
De 1 à 10 kw/kg inclus	11
Sup à 10 kw/kg inclus	2
	35

	Consommation d'eau en l/ kg d'aliment produit dans les ateliers technologiques (centre constitutif) de l'année
Pas de conso	21
De 1 à 10 l/kg inclus	11
Sup à 10 l/kg inclus	3
	35
	1 AT à 1010 l/kg d'aliment

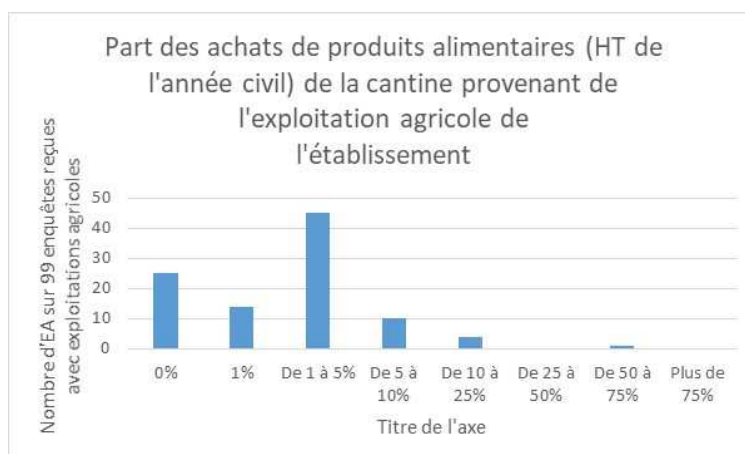
Le fait qu'il ne soit déclaré aucune consommation en électricité et eau, ou que le chiffre soit aberrant, montre la non fiabilité des réponses.

Ces questions semblent trop compliquées pour être renseignées facilement, du fait possiblement de la nécessité d'avoir les enregistrements adaptés (pas de compteur séparé par exemple).

**Faut-il abandonner ces prises de données ?**

**Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civile) de la cantine provenant de l'exploitation agricole de l'établissement ?**

	Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civile) de la cantine provenant de l'exploitation agricole de l'établissement ?
0%	25
1%	14
De 1 à 5%	45
De 5 à 10%	10
De 10 à 25%	4
De 25 à 50%	0
De 50 à 75%	1
Plus de 75%	0
	99



4 % des achats de la cantine sont en moyenne fournis par l'exploitation agricole.

C'est semble-t-il une réalité, car il n'est pas toujours évident de faire aller les produits de la ferme vers la cantine : il y a une logistique particulière, des questions de prix et aussi d'adéquation entre ce qui est produit et ce qui est consommé.

- **Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civile) de la cantine provenant de l'atelier technologique (centre constitutif) de l'établissement**

	Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civile) de la cantine provenant de l'atelier technologique (centre constitutif) de l'établissement
Pas de conso	19
De 1 à 24% inclus	14
Sup à 25% inclus	2
	35
	2 AT à 25%

5,3 % des achats de la cantine sont fournis par l'atelier technologique

- **Réf action 3.4. Repérer et impliquer des exploitations innovantes sur le territoire.**

**Rappel des objectifs :**

<b>Acteurs</b>	<i>Les établissements de l'enseignement agricole ; DRAAF, OPA</i>
<b>Réalisation</b>	Rencontres et stages auprès d'agriculteurs innovants. Echanges de pratiques.

Pas de questions sur cette action – Le sujet n'a pas été approfondi.

## AXE 4 – Développer l'animation dans les territoires et l'essaimage des pratiques innovantes

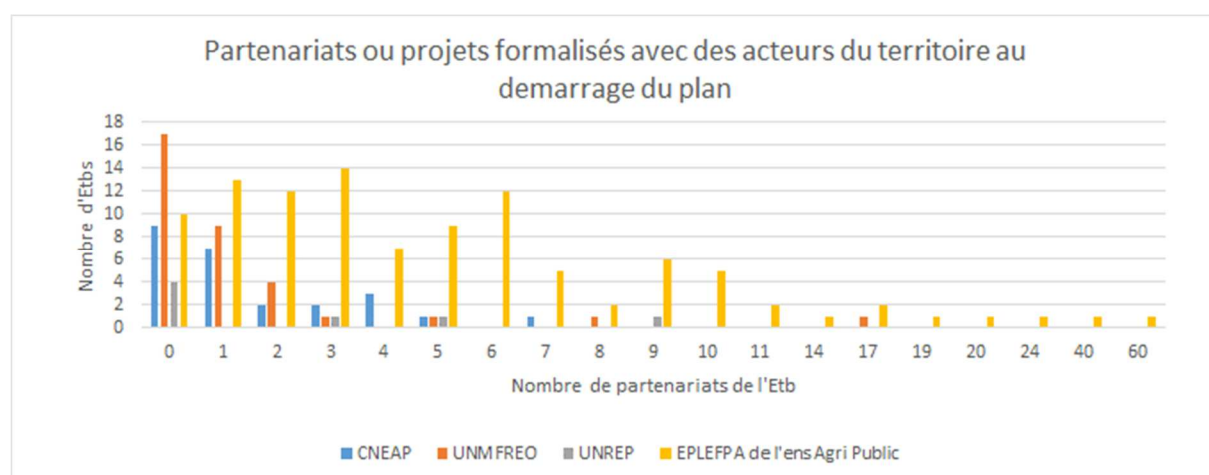
- **Réf action 4.1. Renforcer et développer les partenariats territoriaux**

**Rappel des objectifs :**

<b>Acteurs</b>	<i>Etablissements, avec référents EPA, tiers-temps et chefs de projets ; DRAAF/SRFD avec les CM ADT-ADEI (pilotes) ; IEA ; Réseaux (dont EDD) ; DNA ; Réso'Them</i>
<b>Réalisations</b>	➤ <i>Nouvelles participations dans des partenariats au niveau local ou régional, état des lieux régional des partenariats significatifs (juin 2020) et point d'évolution annuel des partenariats</i>
<b>Objectif</b>	En 2022, chaque établissement a au moins 2 partenariats ou projets formalisés avec des acteurs du territoire (GIEE, groupes Ecophyto, Projet Alimentaire Territorial (PAT), Charte de riverains, ...)

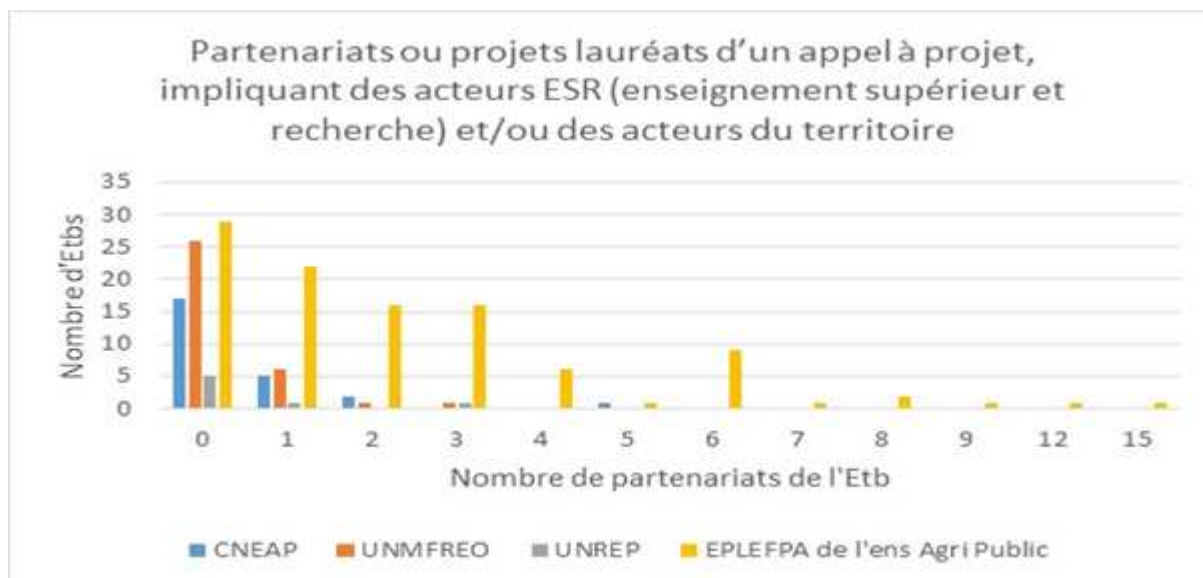
La question posée portait sur : *Nombre de partenariats ou projets formalisés avec des acteurs du territoire sur la durée du plan*

Nombre d'Etb ayant des partenariats ou projets formalisés avec des acteurs du territoire au démarrage du plan												
Nombre de partenariats de l'Etb	Aucun	0	1	2	3	4	5	6	De 7 à 10	Plus de 10	Total général	
CNEAP	36%	9	7	2	2	3	1			1	0	25
UNMFREO	50%	17	9	4	1		1			1	1	34
UNREP	57%	4				1		1		1	0	7
EPLEFPA de l'ens Agri Public	10%	10	13	12	14	7	9	12	18	10		105
<b>Total général</b>	<b>23%</b>	<b>40</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>11</b>		<b>171</b>
		23,4%	17,5%	11,7%	12,3%	8,2%	9,9%	10,5%	12,3%	6,4%		
Moyenne	4,210526											
Médiane	2											



La seconde question posée portait sur : *Nombre de partenariats ou projets lauréats d'un appel à projet, impliquant des acteurs ESR (enseignement supérieur et recherche) et/ou des acteurs de l'enseignement technique agricole et/ou des acteurs du développement agricole et du développement rural territorial*

Partenariats ou projets lauréats d'un appel à projet, impliquant des acteurs ESR (enseignement supérieur et recherche) et/ou des acteurs de l'enseignement technique agricole et/ou des acteurs du développement agricole et du développement rural territorial														
Nombre de partenariats de l'Etb	Aucun	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	12	15	Total général
CNEAP	68%	17	5	2			1							25
UNMFREO	76%	26	6	1	1									34
UNREP	71%	5	1		1									7
EPLEFPA de l'ens Agri Public	28%	29	22	16	16	6	1	9	1	2	1	1	1	105
<b>Total général</b>	<b>45%</b>	<b>77</b>	<b>34</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>171</b>
		45,0%	19,9%	11,1%	10,5%	3,5%	1,2%	5,3%	0,6%	1,2%	0,6%	0,6%	0,6%	
Moyenne	1,59													
Médiane	1													



**La part d'établissements qui n'ont pas de partenariat ou projet formalisé ou 1 seul est de 40%** (23.4 sans aucun partenariat + 17.5 pour 1 seul partenariat) **alors qu'il en faudrait au moins 2 d'ici 2022** - plus de 40% n'ont pas de partenariat avec l'Ens Sup, la recherche ou le développement. Est-ce que EPA2 apportera ce qu'il faut pour que la formalisation s'amplifie ?

On peut s'interroger sur la redondance des 2 questions, mais la première est plus large que la seconde, car les partenariats ESR sont beaucoup plus techniques et représentent une fraction des partenariats en général.

Faut-il préciser qu'il s'agissait de compter les partenariats en cours à l'instant T0 ?

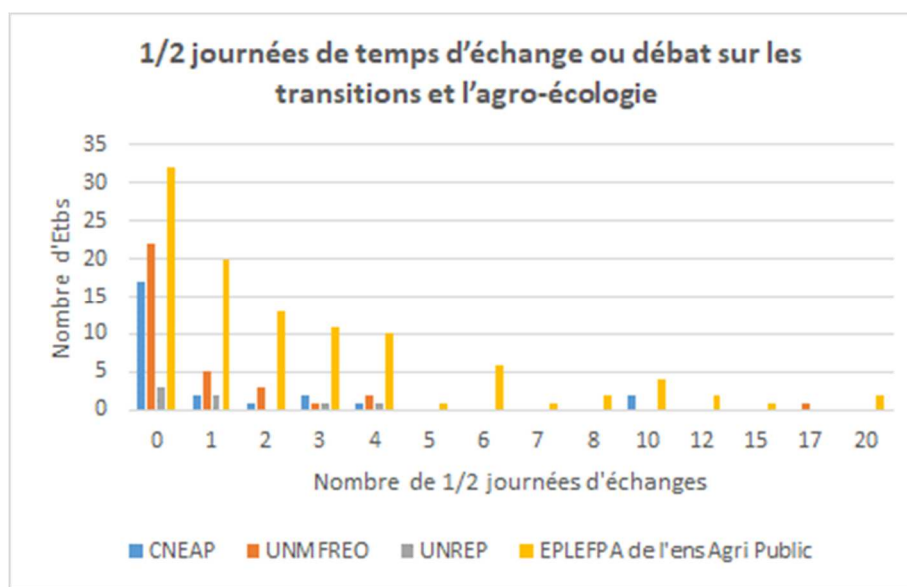
➤ **Réf action 4.2. Rendre visible et accessible la Transition Agro-Ecologique mise en œuvre dans les établissements**

Rappel des objectifs :

<b>Acteurs</b>	<i>Etablissements et référents EPA ; DNA ; Réso'Them ; DRAAF/SRFD</i>
<b>Réalisations</b>	➤ 1/2 journées organisées dans les établissements, ouvertes à des partenaires ou des parties prenantes, en lien avec l'agro écologie et les transitions ; carte interactive.

**La question posée portait sur :** *Nombre de 1/2 journées de temps d'échange ou débat sur les transitions et l'agro-écologie, ouvertes à des partenaires socio-économiques, parties prenantes ou grand public / année scolaire*

1/2 journées de temps d'échange ou débat sur les transitions et l'agro-écologie, ouvertes à des partenaires socio-économiques, parties prenantes ou grand public / année scolaire																
Nombre de 1/2 journées	Aucun	0	1	2	3	4	5	6	7	8	10	12	15	17	20	Total général
CNEAP	68%	17	2	1	2	1					2					25
UNMFREO	65%	22	5	3	1	2								1		34
UNREP	43%	3	2		1	1										7
EPLFPA de l'ens Agri Public	30%	32	20	13	11	10	1	6	1	2	4	2	1		2	105
Total général	43%	74	29	17	15	14	1	6	1	2	6	2	1	1	2	171
		43,3%	17,0%	9,9%	8,8%	8,2%	0,6%	3,5%	0,6%	1,2%	3,5%	1,2%	0,6%	0,6%	1,2%	
Moyenne	2,24															
Médiane	1															



### 43% des établissements n'ont pas encore organisé de temps d'échanges.

L'organisation de temps d'échanges ou débat sur les transitions et l'agro-écologie est peut-être plus délicate s'il n'y a pas d'atelier technologique ou d'exploitation agricole support. Il semble qu'il y ait de fortes marges de progression sur cet indicateur mais il faudrait sans doute préciser ce qui est attendu avec des exemples pour les différents types d'établissements en fonction des filières principales de formation

#### ➤ *Réf action 4.3. Incarner les objectifs de la loi EGALIM en matière de restauration collective*

Rappel des objectifs :

<b>Acteurs</b>	Etablissements et référents EPA ; DGER ; DRAAF/SRFD en concertation avec les Régions
<b>Réalisations</b>	➤ Enquête nationale sur l'application des 5 mesures de la loi EGALIM dans l'enseignement agricole
<b>Objectif</b>	➤ Chaque établissement s'engage d'ici le 1 <sup>er</sup> janvier 2021 pour la mise en œuvre des 5 mesures de la loi EGALIM. La part de produits de qualité et durables (AB, SIQO, certification environnementale de niveau 2 ou 3) atteint 50% au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 dont 20% de produits AB.



Nombre de "Avez vous une cuisine ou un restaurant dans votre établissement?"				
	Non	Oui	Total général	% Oui
CNEAP	6	19	25	76%
UNMFREO	7	27	34	79%
UNREP	2	5	7	71%
EPLEFPA ens agri public	6	99	105	94%
<b>Total général</b>	<b>21</b>	<b>150</b>	<b>171</b>	<b>88%</b>

Sur les 150 réponses avec cantine, 149 étaient exploitables

La question posée portait sur : Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civil) de la cantine qui répondent à au moins un critère des critères de qualité de la loi Egalim

Nombre d'Etbs dont la part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civil) de la cantine qui répondent à au moins un critère des critères de qualité de la loi Egalim												
Part des achats de qualité	0%	De 1 à 10%	De 11 à 20%	De 21 à 30%	De 31 à 40%	De 41 à 50%	De 51 à 60%	De 61 à 70%	De 71 à 80%	De 81 à 90%	De 91 à 100%	
CNEAP	2	3	5	2	0	0	1	2	2	1	1	
UNMFREO	1	7	2	5	2	5	1	0	1	1	2	
UNREP	1	1	1	1	0	1	0	0	0	0		
EPLEFPA ens agri public	2	25	24	14	11	10	7	2	2	1		
<b>Effectif par classe</b>	<b>6</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>149</b>
	4%	24%	21%	15%	9%	11%	6%	3%	3%	2%	2%	

Deux autres questions portaient sur : Part des achats de produits alimentaires (HT de l'année civil) de la cantine qui répondent au critère AB

Et : Nombre de démarches relatives à "l'information des convives et de l'affichage", de la "diversification des protéines et menu végétarien", de "l'interdiction des bouteilles d'eau et barquettes en plastique", du "diagnostic du gaspillage alimentaire" de la loi Egalim mises en œuvre dans l'établissement sur la durée du plan pour atteindre les objectifs de la loi EGALIM dans le service de restauration collective ?

Certaines régions se démarquent par leur nombre moyen de démarches relatives à la loi EGALIM qui dépasse les 4.

16% des cantines sont au-dessus des 50% préconisé par la loi EGALIM, mais en moyenne le taux d'utilisation de produits de qualité est de 29%, avec de meilleurs taux dans l'enseignement privé.

	Nombre moyen de démarches relatives à "l'info, etc"	Nombre de résultats d'enquêtes
Auvergne-Rhône-Alpes	3,7	33
Bourgogne-Franche-Comté	5,8	8
Bretagne	3,7	9
Centre-Val de Loire	2,8	11
Corse	1,0	1
Grand Est	3,1	12
Hauts-de-France	3,4	8
Île-de-France	1,4	5
La Réunion	1,7	3
Mayotte	4,0	2
Normandie	3,3	14
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>4,0</b>	<b>22</b>
Occitanie	2,5	4
Pays de la Loire	3,8	5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,3	12
<b>Total général</b>	<b>3,5</b>	<b>149</b>

La part des produits BIO n'est que de 11%, pour un objectif de 20% en 2022.

	Part moyenne des achats de qualité	Part moyenne des achats en AB	Moyenne du nombre de démarches relatives à "l'info - etc"	effectif des réponses +
CNEAP	37,1	11,5	2,8	19
UNMFREO	35,7	15,3	2,3	27
UNREP	20,0	7,0	3,0	5
EPLEFPA ens agri public	26,3	10,4	4,0	98
<b>Total général</b>	<b>29,2</b>	<b>11,3</b>	<b>3,5</b>	<b>149</b>

Concernant l'atteinte des objectifs de la loi Egalim, on peut penser qu'il y ait de gros décalages entre ce que l'établissement croit et ce que la comptabilité de la cantine dit après analyse fine (et mise en place des outils de suivi ad hoc).

La question « nombre de démarches relatives à ... » était sans doute beaucoup trop lâche.

➤ *Réf action 4.4. Structurer des partenariats thématiques*

Rappel des objectifs :

<i>Acteurs</i>	<i>DGER et partenaires</i>
<b>Réalisations</b>	Partenariat sur des thématiques structurantes

La donnée est disponible au niveau national.

Le 05/12/2021

Rédacteur : D. Didelot

– adjoint au chef de bureau BDAPI/SDRICI/SGER